

[Text]

• 1030

We say this. Let us have the Americans recognize what they have been saying to the Law of the Sea Conference and what we have been saying: they do not abstain from fishing on the grounds of conservation; rather, they recognize Canadian ownership of those stocks. To base a treaty on any other concept, in our opinion, is completely asinine.

The Chairman: Thank you, Mr. Cyr.

Mr. Friesen.

Mr. Friesen: Madam Chairman, I would invite you to turn to this document, if you would, please—to the map inside. If you will look at Vancouver Island, and three-quarters of the way down, where the narrow neck is, draw a line straight across and then go over to the mainland, that first inlet at the bottom there, I would point out to you that when I was first elected, in 1974, from those two points all the way north to Alaska was represented by Liberals.

The Chairman: That must be why it is red.

Mr. Friesen: It could be why it is red.

One of those Liberals was a parliamentary secretary and represented Canada at the Law of the Sea Conference; one of them was Parliamentary Secretary to the Minister of the Environment; and one was a Cabinet minister. And they are all gone.

The people are trying to tell the government something, and I hope the government listens. I hope you, as the Chair, will tell the minister that something is wrong, desperately wrong, in B.C. I am not trying to pick on you, because I know you represent your fishermen very well. But somehow the minister is not hearing what the people are trying to tell him and somebody has to get the message to him.

Second point: about three years ago we had the late Honourable Marcel Cadieux before the committee to talk about boundaries and treaties. I am wondering how soon we could have officials of the Department of External Affairs appear before the committee so we could discuss treaty negotiations.

The Chairman: Well, I can say that we had officials last week on treaty negotiations. We had Mr. Len Legault and Mr. Campbell. There were several here talking about east coast and west coast negotiations. We are also trying to have Mr. Beesley come as a result of the end of the Law of the Sea. At present, he has not been able to fit into the schedule of the committee, but we might just be able to do it the week that we are back on the constitution.

Mr. Friesen: But the minister mentioned yesterday in the House that he has had some positive reaction from the Ameri-

[Translation]

vation, et à ce moment-là seulement, accepteront-ils de s'abstenir de pêcher.

Voilà ce que nous disons: nous voulons que les Américains reconnaissent ce qu'ils ont affirmé lors de la Conférence sur le droit de la mer et ce que nous avons dit également: ne vous absteniez pas de pêcher pour des motifs de conservation, mais plutôt, il faut que vous reconnaissiez que ces populations appartiennent aux Canadiens. Si on fonde un traité sur toute autre notion, ce serait, à notre avis, tout à fait ridicule.

La présidente: Merci, monsieur Cyr.

Monsieur Friesen.

M. Friesen: Madame le président, je voudrais demander de consulter ce document, si vous le voulez bien, en particulier la carte qu'il contient. Vous voyez l'île de Vancouver, aux trois quarts vers le bas de la page, là où il y a l'étranglement; tirez une ligne à l'horizontale, vers le continent, vous voyez la première anse, au bas. Lorsque j'ai été élu la première fois, en 1974, à partir de ces deux endroits en allant vers le nord, jusqu'en Alaska, tout cela était représenté par des libéraux.

La présidente: C'est probablement pour cela que c'est en rouge.

M. Friesen: Peut-être bien.

Un de ces libéraux était secrétaire parlementaire et avait représenté le Canada à la Conférence sur le droit de la mer. L'un d'eux était secrétaire parlementaire auprès du ministre de l'Environnement, et un autre était un ministre du Cabinet. Ils sont tous partis.

Les gens essaient de dire quelque chose au gouvernement; j'espère que celui-ci écoute. J'espère que vous, en tant que président, direz au ministre que quelque chose ne va pas, ne va pas du tout, en Colombie-Britannique. Je n'essaie pas de mettre le blâme sur vous, je sais que vous représentez très bien vos pêcheurs. Cependant, le ministre n'écoute pas ce que les gens essaient de lui dire, et il faut que quelqu'un lui fasse le message.

Deuxièmement, il y a environ trois ans, nous avons accueilli ici, au Comité, le regretté Marcel Cadieux, qui était venu nous parler des limites territoriales et des traités. Je me demande si nous aurons bientôt des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures qui viendront discuter avec nous des négociations concernant le traité.

La présidente: Je puis vous répondre que nous avons eu des hauts fonctionnaires, la semaine dernière, à ce sujet. Nous avons eu la visite de M. Len Legault et de M. Campbell. Plusieurs sont venus nous parler des négociations pour la côte est et la côte ouest. Nous essayons également de faire comparaître M. Beesley, après la Conférence sur le droit de la mer. Pour le moment, il n'a pu trouver le temps de venir, mais il se peut très bien qu'il le fasse la semaine où nous reviendrons pour discuter de la constitution.

M. Friesen: Le ministre a cependant mentionné hier, à la Chambre, qu'il avait eu des réactions positives des Américains;